

Malheureusement, nous n'avons qu'une traduction en DeepL, mais nous espérons que les bases sont compréhensibles.

Les mesures de corona en Suisse ne sont pas justifiées !

Les mesures édictées par le Conseil fédéral pour contenir le coronavirus en Suisse ne sont pas justifiées sur le plan juridique, économique, scientifique et encore moins humain, et doivent être immédiatement réduites et abandonnées.

Les médias sont appelés à cesser immédiatement de semer la panique, qui aggrave la situation, et à fournir des reportages équilibrés. Par exemple, le nombre élevé de décès par corona en Italie doit être comparé aux explications statistiques correspondantes, comme cela a été fait dans la plus grande revue médicale du monde, le Journal of the American Medical Association, le 23 mars 2020. Les scientifiques expliquent que le taux de mortalité élevé en Italie est notamment dû au vieillissement de la population, à la manière dont les données sont analysées et à la procédure de test(1).

Ces mesures affectent la population et l'économie de la Suisse si sévèrement qu'elles ne sont ni justifiées ni appropriées au sens de l'art. 36 de la Constitution fédérale, et qu'elles ne représentent pas la mesure la plus légère. Selon un article de la Handelszeitung (2), les mesures prises par la Confédération entraînent une perte de 39 millions de francs par jour pour les seuls détaillants.

Le Conseil fédéral s'est vu attribuer un grand pouvoir par la loi sur les épidémies (LEP) et l'interprétation de l'article 36 de la Constitution fédérale, qui rend impossible le contrôle judiciaire des mesures prises contre le coronavirus. Le Tribunal administratif fédéral a déjà rejeté un recours administratif correspondant.

Le peuple suisse n'a donc pas d'autre choix que de s'adresser directement au Parlement fédéral dans l'espoir qu'il examine de manière critique les mesures édictées par la Confédération, indépendamment des intérêts des groupes de pression, et qu'il tienne compte avant tout et surtout de l'impact humain de ces mesures dans une décision. Il est déjà clair que les mesures fédérales entraîneront une forte augmentation du chômage, des faillites privées et des dettes inutiles pour de nombreuses entreprises qui, malgré de bonnes performances économiques, sont soudainement dépendantes du crédit pour éviter ou reporter la faillite. La conseillère nationale Jacqueline Badran a qualifié le plan d'urgence fédéral d'"appel à l'endettement massif". Elle a ajouté qu'elle avait déjà reçu des milliers de courriels de petites entreprises qui craignaient pour leur existence malgré les mesures d'aide fédérales annoncées(3).

Le Parlement est invité à préciser l'interprétation de l'article 36 de la Constitution fédérale afin qu'une répétition de mesures aussi drastiques ne puisse plus être effectuée aussi facilement et sur la base de faits douteux. En raison de l'ordonnance et de l'infestation naturelle de la population qui a lieu depuis des milliers d'années, une nouvelle vague d'infection est attendue à l'automne 2020(3a/b). Le Parlement est invité à comparer la mortalité statistique avec les années précédentes et à examiner si cela justifie effectivement une "situation extraordinaire" conformément à la loi sur les épidémies (EpG). Selon Admin.ch (4), la situation extraordinaire est destinée aux "pires pandémies", comme la grippe espagnole en 1918, qui a fait 25 000 morts et mis en danger la sécurité intérieure de la Suisse.

En comparaison, au printemps 2015, environ 2500 personnes de plus que d'habitude sont mortes d'infections grippales dans ce pays (5) et, selon l'OFSP (au 29 mars 2020), environ 257 personnes sont mortes jusqu'à présent du coronavirus (6)

Sur la base de ces comparaisons, les mesures édictées par la Confédération ont un effet tout à fait exagéré et, outre la santé mentale de la population, mettent également en danger l'économie nationale dans une mesure considérable et doivent donc être supprimées le plus rapidement possible.

A partir du 4 mai, le Parlement tiendra une session extraordinaire pour discuter du problème de la couronne. D'ici là, le plus grand nombre possible de Suisses* devrait signer cette pétition afin de faire comprendre au Parlement qu'une partie importante de la population suisse considère les mesures fédérales comme excessives et souhaite qu'elles soient immédiatement arrêtées.

Veuillez diffuser cette pétition le plus largement possible afin qu'un maximum de personnes puissent y réfléchir.

De nombreuses voix du monde de la politique, des affaires et de la jurisprudence considèrent que les mesures officielles sont disproportionnées d'un point de vue international et les ont commentées publiquement. Ces voix ont jusqu'à présent été ignorées par le Conseil fédéral et par les autorités de l'OFSP.

L'objectif de cette pétition est donc d'appeler le Parlement à inclure ces voix critiques dans ses délibérations. Car seuls ceux qui connaissent les deux parties peuvent obtenir une image complète et prendre une décision réfléchie d'une telle importance pour l'ensemble de la nation.

En outre, les médias devraient immédiatement commencer à rendre compte de la situation de Corona de manière plus factuelle et beaucoup moins émotionnelle. La peur et le stress qu'elle provoque sont manifestement mauvais pour le système immunitaire et constituent l'un des principaux facteurs de maladie !

Vous trouverez des informations sur le contexte ici : impfentscheid.ch/corona-und-the-round?v=1ee0bf89c5d1. Cette page sera continuellement mise à jour.

Merci beaucoup pour votre soutien, restez en bonne santé et ayez beaucoup de force pour cette période certainement pas facile.

La décision relative à la vaccination du réseau est favorable

Merci beaucoup pour votre soutien, Daniel Trappitsch de Buchs

Le nombre de caractères est limité, vous pouvez donc trouver les sources ici :

<https://impfentscheid.ch/corona-und-das-rund-herum/attachment/online-petition-text-komplett?v=1ee>

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)